

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social Protection Judiciaire de la Jeunesse



Fédération Syndicale Unitaire

Secrétariat Régional CENTRE-EST

snpespjjcentreest@mailo.com



A la PJJ et partout en France, pour un Front Populaire, Pour un gouvernement progressiste et Contre l'extrême droite !

Les élections européennes du 9 juin sont un double séisme politique qui oblige le monde du travail, les organisations syndicales et les citoyen.nes à refonder d'urgence et de façon durable une nouvelle unité

Le SNPES-PJJ/FSU et notre fédération la FSU qui regroupe les syndicats de l'éducation, de la territoriale, de la recherche et de la formation ; faisons l'analyse que ce résultat électoral et un séisme politique. La décision de dissolution de l'Assemblée Nationale est une seconde secousse qui impose à la gauche moins de 7 jours pour construire une unité impérative et alternative démocratique, sociale et écologique !

Avec au niveau national un score de 37,5% (RN 32,4% et Reconquête 5,1%) pour l'extrême droite, c'est le plus haut score fascisant sous la V^e République. C'est un moment charnière au niveau national comme européen.

Les conséquences seraient encore décuplées si lors de la prochaine étape électorale nationale, le 30 juin prochain, s'installait à la tête de l'Assemblée nationale l'extrême droite avec un gouvernement.

Le SNPES-PJJ/FSU appelle donc toutes les consciences démocratiques à prendre la mesure de la gravité de ce moment en ce qui concerne les libertés publiques et les droits fondamentaux tant dans le monde du travail que dans la société. Nous exhortons les parties de gauche progressistes à s'allier, à construire une alternative sociale et écologique au bénéfice du plus grand nombre. Plus particulièrement, nous pouvons imaginer les conséquences pour les jeunes en difficultés que la PJJ prend en charge avec un gouvernement du Front National professant une idéologie raciste et sécuritaire vis-à-vis de ces adolescents.e.s.

Il reste moins de 20 jours pour fédérer au-delà des clivages habituels les forces sociales démocratiques et progressistes, qu'elles soient syndicales, politiques, associatives ou citoyennes. Le SNPES-PJJ/FSU avec sa fédération la FSU y prendra toute sa part.

Cela passera par la dénonciation :

- De l'imposture sociale sur laquelle communique l'extrême droite et qui séduit de trop nombreux.ses salarié.es : notamment sur le rétablissement de la retraite à 60 ans, le RN vote systématiquement contre l'augmentation des salaires et des pensions, contre le rétablissement de l'Impôt Sur la Fortune, contre l'encadrement des loyers, contre les droits et les aides sociales, contre les droits des femmes et des minorités de genre, ses positions restent de façade quant à l'urgence écologique, assurant plutôt son soutien aux lobbystes de l'agroalimentaire par exemple.
- De l'anti-libéralisme de façade de l'extrême droite : l'extrême droite ne conteste pas le

libéralisme. Elle se nourrit de ses crises récurrentes et détourne les citoyen.ne.s des vraies responsabilités économiques, inégalitaires, en désignant de faux-coupables : l'étranger, l'autre, le "faible" tout autant que le groupe minoritaire et sa différence. Elle recueille aussi les voix des plus riches.

Les colères des personnes démunie.s, en précarité, voire en volonté de contestation du système, doivent impérativement trouver d'autres canaux d'expression que le vote d'extrême droite d'ici fin juin.

Pour faire face à ce danger, nous devons construire dans l'unité un chemin qui, en partant des exploitations économiques, sociales et écologiques, s'attaque à toutes les formes de domination, d'inégalités, d'injustices et de discriminations, au travail comme dans l'ensemble de la société.

Concernant la justice des mineur.e.s et la protection de l'enfance ; nous voulons défendre un projet qui soit protecteur et émancipateur pour toute la jeunesse de ce pays. La stigmatisation des jeunes des quartiers populaires, l'enfermement des enfants et le tri social portés par le choc des savoirs sont autant de mesures qui condamnent notre jeunesse à une impasse. Nous voulons un autre projet éducatif pour l'avenir de ce pays !

En ce sens, et pour construire les conditions d'un monde du travail et une société fondée sur la justice sociale et écologique, mettant en œuvre le partage des richesses, l'accueil et la paix, le SNPES-PJJ/FSU appelle à se mobiliser avec l'intersyndicale, avec les collectifs, les associations et les partis politiques. Il est d'une urgence absolue de créer, sur ces bases, les conditions d'une lutte renforcée contre les idées de l'extrême droite et le risque de son accession imminente au pouvoir.

Nous appelons à la participation de toutes les mobilisations en cours et appelons de nos vœux à un Front Populaire sociale et écologique.

Face au danger de l'extrême droite, la bataille se jouera dans les urnes le 30 juin 2024 et le 7 juillet 2024. Le SNPES-PJJ/FSU avec la FSU, agissons et mobilisons-nous partout en France le samedi 15 juin pour faire entendre nos voix et proposer des alternatives de progrès.

Un plan
d'
URGENCE
pour la P.J.J